RAPPORT ANNUEL 2012

EDITO

Vous trouverez ici le Rapport annuel de la Fondation France Libertés Danielle Mitterrand qui, comme chaque année, expose l'action de notre Fondation, l'esprit dans lequel elle travaille, les difficultés rencontrées, les étapes franchies, les succès, les échecs et les désirs satisfaits. Cet Avant-propos confié au Secrétaire Général se présente comme une synthèse à l'attention de ceux qui n'ont pas le temps ou le courage d'en lire plus, de ceux qui n'aiment pas les chiffres et de ceux qui se demandent à quoi peut bien servir cette Fondation alors que Danielle n'est plus là… Je leur dis, tout simplement, d'aller se promener de temps en temps sur notre site internet. Ils y découvriront la vie quotidienne et les projets de la Fondation, leur nombre, leur diversité et leurs partenaires : eau, énergies, droits des peuples, biopiraterie, reconsidérer la richesse… nous en avons déjà longuement parlé les années précédentes.

Ils comprendront aussi pourquoi notre situation financière est restée si tendue pendant cinq années de régime sec en dépit de la fidélité de nos amis donateurs. Cinq ans c'est long ! Et 2012 fut l'année - pourquoi le cacher ?- du retour d'intérêt de la Puissance publique pour notre action ; retour aussi d'une subvention d'Etat indispensable au cofinancement de nos projets de terrain. Mais, pendant cinq ans nous avons appris à vivre dans une modestie et une frugalité qui convenaient parfaitement à Danielle : « Moins de moyens, mais plus d'idées et de liberté ... » Nous garderons ce principe qui cadre bien avec notre méfiance historique à l'égard de l'argent.

L'année 2012 a été particulièrement difficile parce que nous avions pris beaucoup d'engagements et que nous voulions les tenir tous. En mars, à Marseille nous avons organisé les rencontres Eau, Planète et Peuples et participé au Forum alternatif mondial de l'eau ; à New York, nous avons participé aux négociations sur le droit à l'eau en préparation du Sommet des peuples de Rio+20 ; puis ce fut la grande «Opération Transparence» du prix de l'eau avec 60 Millions de consommateurs et une enquête d'un an dont le succès oblige aujourd'hui les usagers à se poser la question de la transparence du prix de l'eau dans notre pays. Nous avons eu confirmation du succès de cette enquête au Salon des Maires de France où le stand de la Fondation fut très fréquenté. A l'automne, enfin nous avons mis en route un cycle de formation sur l'eau ouvert aux professionnels, aux élus et aux militants associatifs. 2012 fut aussi l'année du renforcement de notre relation privilégiée avec le Kurdistan irakien par la mise en oeuvre d'un projet d'éducation populaire avec la Fédération Léo Lagrange.

Nos actions de plaidoyer et de témoignage ont trouvé leur lieu de synthèse à l'Assemblée Nationale, le 23 novembre avec le colloque « Sur les pas de Danielle Mitterrand », concluant ainsi les nombreuses participations à des conférences, colloques, expositions qui ont mobilisé sans trêve notre équipe. Elles nous ont pris bien du temps mais rapporté beaucoup de nouveaux amis.

Côté Administrateurs le rythme a été aussi très soutenu. Federico Mayor reste notre Président d'Honneur, Claude Vercoutère, administrateur, notre Vice Président honoraire. Madame Christiane Taubira est, depuis juin 2012, administratrice de la Fondation. Elle ignorait alors qu'elle serait peu disponible, mais je sais qu'elle pense souvent à nous. Monsieur Yann Lasnier, Secrétaire Général de la Fédération Léo Lagrange nous a également rejoint afin d'être le garant d'amitié de la Fédération et de la Fondation. Daniel Marcovitch, enfin, le Vice Président du SIAAP nous apporte ses compétences professionnelles et un enthousiasme intact pour la cause de l'eau.

Enfin, la fontaine Ona conçue et réalisée par la Fondation comme objet pédagogique destinée à «réapprendre l'eau» à nos enfants a obtenu un franc succès ; ce sera notre projet phare pour 2013. Il doit beaucoup à Madame Valérie Trierweiler qui a ménagé ni sa peine ni son temps au profit de la Fondation dont elle a accepté, en automne dernier, de devenir l'ambassadrice.

J'ai sans doute oublié bien des choses dans ce court résumé mais je ne voudrais pas y mettre un terme sans un affectueux rappel à Danielle Mitterrand : Un rêve si grand ne s'oubliera jamais…

Michel Joli, Secrétaire Général

L'Eau, bien commun de l'humanité

Projets

Les projets *Porteurs d'eau*

France Libertés a lancé en 2010 son premier appel à propositions centré sur la gestion participative de l'eau. Répartis sur quatre continents, les treize projets choisis illustrent les valeurs partagées par la Fondation au travers d'actions concrètes de plaidoyer, de sensibilisation et de renforcement des compétences. Au-delà de la construction d'infrastructures, les projets promeuvent l'eau comme bien commun de l'humanité et droit fondamental, qui doit être géré de façon transparente et démocratique.

2012 a été l'année de finalisation des projets, la Fondation a continué d'appuyer les porteurs de projet au niveau financier, mais aussi à travers un suivi et un accompagnement. L'objectif principal a été de relayer et d'échanger les expériences, grâce à des travaux de capitalisation et la création de réseaux, et ce afin d'alimenter les travaux de plaidoyer de la Fondation par des témoignages, visions et bonnes pratiques du terrain.

France Libertés a organisé une rencontre des *Porteurs d'eau* en mars 2012 qui a permis l'élaboration d'un message collectif pour ses partenaires. Cette vision a ensuite été portée lors du Forum Alternatif Mondial de l'Eau (FAME) et du Forum Mondial de l'Eau (FME).

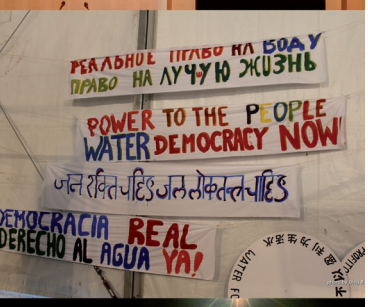
En 2012, la Fondation a soutenu des projets en République Démocratique du Congo, au Niger, en Bolivie, au Chili, en Colombie, au Pérou, au Mali, en Ouganda, en Afrique du Sud, en Guinée, en Inde et en Moldavie.

Eau, Energie et Démocratie

Les choix énergétiques d'une société ont une influence sur les droits humains, en particulier le droit à l'eau des populations. France Libertés se mobilise pour un modèle énergétique respectueux de l'environnement, de la ressource en eau et soucieux du respect des droits humains et de la démocratie.

La Fondation affirme que les peuples doivent avoir le choix de leur avenir énergétique et de l'environnement dans lequel ils souhaitent vivre, et se positionne pour une transition vers un nouveau modèle énergétique.

Au cours de l'année 2012, France Libertés a élaboré un dossier de positionnement sur les choix énergétiques et a également développé, sur son site Internet, une nouvelle rubrique consacrée à son programme « Eau, Energie et Démocratie ». Cette rubrique expose les positions de la Fondation sur certains types d'énergie - gaz de schiste, nucléaire, grands barrages - et propose des solutions d'avenir.



Plaidoyer

Même si le droit à l'eau et à l'assainissement a été reconnu le 28 juillet 2010 comme un droit humain fondamental dans la déclaration de l'Assemblée Générale des Nations Unies, 2 ans après, son application reste limitée.

En 2012, France Libertés a mis à contribution son réseau de partenaires, créé lors des contre-forums, et son statut consultatif auprès des Nations Unies pour porter des recommandations aux organisations intergouvernementales lors d'événements internationaux.

De Marseille à Rio pour le droit à l'eau

Mars 2012 : Les Forums Mondiaux de l'Eau
En parallèle du Forum Mondial de l'Eau (FME), France Libertés, le CRID, la Coalition Eau et l'Effet Papillon ont organisé des journées de proposition sur la thématique «Eau, Planète et Peuples : pour une citoyenneté mondiale». Cet événement a permis, entre autres :

- La présentation de 32 études de cas d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques,
- L'ouverture de débats sur les enjeux de l'eau dans nos sociétés et sur des thématiques peu traitées au sein du forum officiel (gaz de schiste et grands barrages, consultations populaires sur la gestion de l'eau, savoirs traditionnels…),
- La recherche de solutions et d'alternatives pour garantir le droit à l'eau pour tous,
- L'élaboration de la déclaration « L'eau n'est pas une marchandise, c'est le bien commun de l'Humanité et du Vivant » signée par 7 000 personnes et organisations.

C'est avec ses partenaires Porteurs d'eau que France Libertés a investi les espaces du FME, mettant en exergue les propositions du Forum Alternatif Mondial de l'Eau (FAME). La Fondation a notamment organisé une rencontre entre les acteurs alternatifs et les collectivités françaises, en présence du Maire de Kindia en Guinée.

Lors du FME, France Libertés a souhaité réaffirmer ses questionnements quant à la légitimité du Conseil Mondial de l'Eau. En effet, l'Organisation Mondiale de l'Eau octroie une place importante aux intérêts du secteur privé.

Juin 2012 : La conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20)
France Libertés a mis en place, avec ses partenaires et des groupes de travail, des actions de plaidoyer pour que la problématique de l'eau soit partie intégrante des textes préparatoires à la conférence des Nations Unies. Toutefois, si la mention du droit à l'eau apparaît dans la Déclaration finale de la conférence, les actions politiques concrètes ne sont pas suffisantes actuellement et beaucoup de travail reste à accomplir.

Loi eau

En 2012, France Libertés, la Coalition Eau et d'autres partenaires de la société civile, notamment la Coordination Eau Ile de France, le Secours populaire, le Grand Orient de France et France Nature Environnement, ont travaillé sur une proposition de loi visant la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement en France. La proposition de loi sera soumise à l'Assemblée Nationale en 2013.

Sensibilisation

Opération Transparence : enquête sur le prix et la qualité de l'eau en France

L'Opération Transparence, en partenariat avec 60 millions de consommateurs, a pour objectif d'améliorer la transparence de l'information sur le prix et la qualité de l'eau en France.

Une première enquête sur le prix de l'eau a débuté en mars 2011. Une deuxième enquête, lancée en mars 2012, avait pour thématique la qualité de l'eau en France. Une carte des dérogations aux normes de qualité de l'eau potable accordées par les préfets qui permettent de délivrer de l'eau non-conforme a été publiée en janvier 2013 sur le site prixdeleau.fr. Cet outil s'appuie sur la participation de nombreux citoyens lanceurs d'alertes et sur une base de données transmise par le Ministère de la Santé en juillet 2012.

En parallèle, des juristes et des experts scientifiques ont mené une étude sur la composition de l'eau du robinet de trois départements et de l'eau en bouteille et en bonbonnes d'une cinquantaine de marques. Les résultats de cette analyse ont été publiés dans le magazine 60 millions de consommateurs d'avril 2013.

ONA : une fontaine pour réapprendre l'eau à nos enfants

La Fondation entend sensibiliser et questionner le jeune public sur les enjeux de l'eau. Dans cette optique, elle a initié avec Danielle Mitterrand mi-2011 le projet ONA. Cette fontaine, qui prend la forme d'un manchot, a été conçue pour être un objet de réflexion et de transmission du message porté par la Fondation : l'eau est un bien commun de l'Humanité et du Vivant.

La fontaine est le fruit d'un partenariat entre la Fondation, Cartis, Nicolas Tromp, étudiant de l'Ecole nationale supérieure des Arts Décoratifs, la ville de Chambly et le Conseil Général de l'Oise. L'objectif est de réintroduire l'eau dans les espaces publics dédiés aux enfants. ONA est accompagnée d'un pack ludique et pédagogique se basant sur des animations liées aux enjeux de l'eau. La Fondation y a également intégré un livret sur l'eau reprenant le personnage du manchot ONA dans la collection « Et si on s'parlait » de l'association Les petits citoyens.

ONA, accompagnée de son pack, a été présentée au Salon des Maires et au Salon de l'Education. L'objectif était de promouvoir le projet auprès des élus et des enseignants, et de leur permettre de porter le message d'ONA au sein de leurs collectivités et établissements scolaires.

La première fontaine ONA a été inaugurée le 18 octobre 2012 dans le centre de loisirs de Chambly. L'installation a été accompagnée de deux jours d'intervention de la Fondation dans quatre écoles primaires et dans le centre de loisirs de la ville.

Le Passeport de Citoyenneté Universelle

Emmaüs International, France Libertés et le Mouvement Utopia ont imaginé un moyen simple permettant de se déplacer librement par-delà les frontières : le passeport de citoyenneté universelle. Ce document permettrait à toute personne qui le détiendrait de pouvoir franchir les frontières sans autre document et de s'installer librement sur un territoire. France Libertés a interpellé une soixantaine de personnalités de son réseau pour devenir détenteur du Passeport de Citoyenneté Universelle et a reçu de nombreuses réponses positives et enthousiastes dont celles de Federico Mayor, Stéphane Hessel, Talisma Nasreen, Jean Ziegler, Riccardo Petrella, Vandana Shiva, Lilian Thuram...

Droits des peuples

Programme Droits des Peuples

À travers son statut consultatif aux Nations Unies, France Libertés mène des actions de plaidoyer contribuant au renforcement des droits des peuples, notamment des peuples autochtones à l'autodétermination, à préserver leurs ressources naturelles, à en disposer et à valoriser leurs savoirs et modes de vie.

La Fondation partage sa tribune avec les peuples qui souhaitent dénoncer le refus des Etats à reconnaître leurs droits politiques, civils, sociaux et culturels. Les populations ont la possibilité de prendre la parole et d'élaborer des déclarations écrites déposées lors des trois sessions annuelles du Conseil des Droits de l'Homme à Genève.

En 2012, France Libertés a apporté son soutien aux Mapuche (Chili), aux peuples indigènes du Brésil face aux grands barrages, aux Sahraouis, aux Jummas (Bangladesh), à des réfugiés iraniens du camp d'Ashraf en Irak, ou encore aux populations de Caimanes (Chili) et de Cajamarca (Pérou).

Le Collectif pour une alternative à la biopiraterie

L'objectif du Collectif, dont France Libertés est membre et coordinatrice, est de soutenir les peuples autochtones dans la défense et la valorisation de leurs savoirs traditionnels.

Le Collectif s'est concentré en 2012 sur trois actions principales :

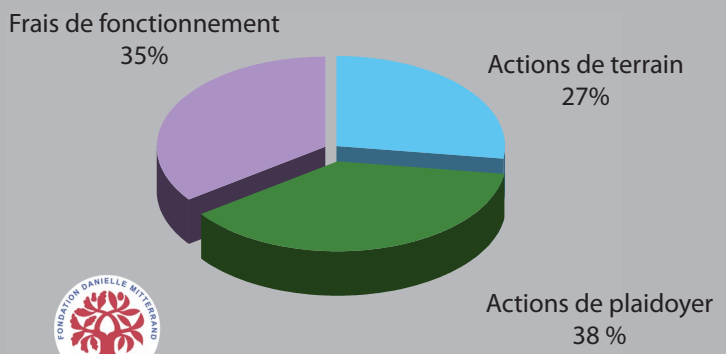
- l'apport d'expertise : notamment avec la participation du Collectif au groupe de travail sur la protection de la biodiversité des Ateliers de la Terre et une contribution au rapport sur la lutte contre la biopiraterie porté par l'eurodéputée Catherine Grèze,
- la sensibilisation : lors d'interventions durant les colloques, et avec la publication d'un livret d'information sur la biopiraterie en 4 langues,
- l'organisation de l'atelier sur la biopiraterie au Sommet des peuples à Rio en juin 2012 : France Libertés a co-animé cet événement qui a rassemblé près de 250 personnes.

Plus d'information sur le site internet : www.biopiraterie.org

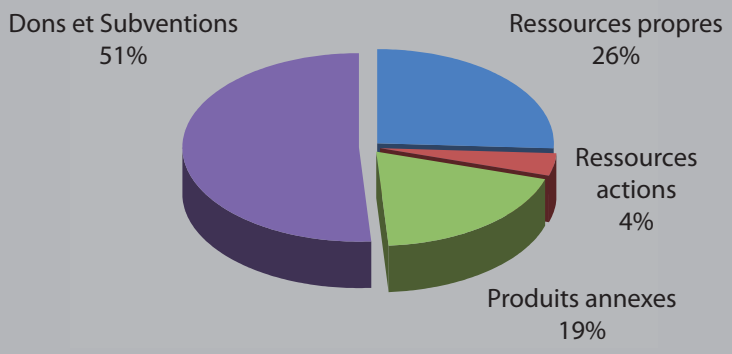
Rapport financier 2012

La Fondation Danielle Mitterrand a disposé en 2012 d'un budget total de 1 113 963 euros

Répartition des emplois par destination



Répartition des ressources par origine



Reconsidérer la richesse

Depuis plusieurs années, France Libertés travaille avec des réseaux et collectifs promouvant des valeurs humaines et écologiques, face à une économie globalisée et financiarisée, trop souvent détournée de la production réaliste de biens et de services utiles à la société.

Collectif Roosevelt 2012

En avril, la Fondation s'est unie à trente-neuf personnalités, des structures de la société civile et plus de 100 000 citoyens pour créer le collectif Roosevelt 2012. Celui-ci proposait quinze réformes radicales à mettre en place par le futur Président de la République pour tendre vers une société d'équilibre et de convivialité. Ces propositions sont réunies en trois grands chapitres : « Eviter l'effondrement », « Contre le chômage, construire une nouvelle société », « Construire enfin une Europe démocratique » qui touchent aussi bien l'organisation du système bancaire, le changement climatique, la fiscalité, l'emploi, le logement, que l'Europe.

Recherche-action « Déchets & Citoyenneté » - Ile de France

Débutée en 2012, la recherche-action « Déchets & Citoyenneté » est un projet sur trois ans. Pilotée par l'association Enda Europe, France Libertés et la Chaire d'Economie Sociale et Solidaire de l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée, elle est financée par le Conseil Régional d'Ile-de-France via le dispositif Partenariats Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation (PICRI). Les objectifs de cette recherche-action sont l'étude et la mise en valeur de la contribution de l'économie sociale et solidaire (ESS) à de nouvelles formes de prévention et de gestion des déchets en Île-de-France et à l'international.

France Libertés a organisé une réunion de lancement du projet en mobilisant les acteurs concernés par le projet en Ile de France, aidé un doctorant à l'appropriation du projet de thèse et à la construction d'une liste des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire et du secteur des déchets. La Fondation a également aidé à constituer un groupe de travail international pour comparer les expériences Nord/Sud.

La Fondation a réuni près de 600 000 euros de subventions et de dons en 2012, soit 51% des ressources globales. L'appui des collectivités territoriales et de l'Etat a été important et la part des dons a permis à la Fondation d'assurer sa liberté d'action. 19% des recettes de 2012 provenaient des produits annexes telle la location d'une partie du siège de la Fondation à d'autres organismes. 26% du budget total de la Fondation provenaient des fonds propres et ont servi à subventionner une grande partie des frais de fonctionnement.

Les dépenses relatives à l'année 2012 ont concerné trois thématiques : les actions de plaidoyer, les actions de terrain et les frais de fonctionnement. L'impact des actions de plaidoyer de la Fondation a été décisif en 2012 aussi bien sur le territoire français, avec la publication de la grande enquête sur le prix et la qualité de l'eau, qu'à l'international, avec la participation des équipes exécutives au Forum Alternatif Mondial de l'Eau. Ces actions de plaidoyer ont représenté 38 % du budget global pour des retombées médiatiques importantes et une plus grande visibilité auprès du public. 27% du budget a été attribué aux actions de terrain et à la poursuite des projets en cours. Les frais de fonctionnement correspondent à 35% du budget global. La Fondation a procédé à une restructuration de ses équipes qui pèsent sur l'exercice 2012, toutefois, les effets financiers de ces remaniements ne seront visibles que sur l'exercice 2013.

Perpétuer l'héritage

Crédits photo : Patrick Ladilesse

Danielle Mitterrand a créé France Libertés avec pour objectif de construire un monde plus juste et solidaire, à travers la défense des droits humains et la protection des biens communs, en faisant reconnaître et respecter les droits des peuples à disposer de leurs richesses.

De la résistance face au fascisme des années 1940 à la libération de Nelson Mandela en 1990, en passant par le soutien du peuple kurde ou la défense du peuple tibétain, Danielle Mitterrand a ainsi marqué son époque par sa radicalité et son énergie. Inlassable militante, elle avait fait de l'accès à l'eau pour tous, ces dernières années, le coeur de son action et l'objectif de toute une vie.

La Fondation a organisé un colloque, un an après sa disparition, afin de puiser dans ses valeurs et d'y trouver inspiration et force dans le but de poursuivre son oeuvre, tout en lui rendant hommage. Le colloque s'est tenu à l'Assemblée Nationale le 23 novembre, accueilli par le député Sergio Coronado et parrainé par le Ministère de la Francophonie et le Service Public de l'Assainissement Francilien (SIAAP). Près de 300 personnes ont assisté à cette rencontre autour de trois tables-rondes : les droits des peuples, la préservation et le partage des biens communs et enfin, l'esprit de résistance et d'indignation. De nombreuses personnalités sont intervenues tout au long de la journée : Federico Mayor, Vandana Shiva, Susan George, Riccardo Petrella, José Gualinga, ou encore Claude Alphandery.

Réunissant un public très participatif, cet événement s'est avéré être l'occasion de partager et discuter autour de l'action de Danielle Mitterrand, mais également de se tourner vers l'avenir et vers toutes les causes qu'il reste encore à soutenir pour créer un monde plus juste et plus solidaire.

Pour plus d'information concernant le colloque, rendez-vous sur notre site web : www.france-libertes.org

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET LA DIRECTION DE FRANCE LIBERTÉS

Bureau :

- Président : Gilbert MITTERRAND, Président de la Communauté d'Agglomération du Libournais (CALI)
- Vice-Président : Claude VERCOUTERE, Professeur Honoraire
- Trésorier : Alain SAUVRENEAU
- Secrétaire général : Michel JOLI, Médecin
- Commission des Finances - Président : Georges ABADIE

Commissaire aux comptes :
- Caroline FONTAINE-SEKALSKI

Directeur de France Libertés
- Emmanuel POILÂNE

Les membres du Conseil d'Administration:

- William BOURDON, Avocat
- Achille DU GENESTOUX, Journaliste
- Sébastien JUY, Historien
- Yann LASNIER, Secrétaire général de la Fédération Léo Lagrange
- Jacqueline MADRELLE, Association des Comités Relais
- Daniel MARCOVITCH, Vice-Président du SIAAP
- Federico MAYOR, ancien Directeur Général de l'UNESCO
- Pierre SERNE, Responsable associatif dans le domaine de l'environnement
- Christiane TAUBIRA, Ministre de la Justice
- Jean ZIEGLER, Ecrivain
- Un représentant du Ministère de l'Intérieur

France Libertés - Fondation Danielle Mitterrand
Reconnue d'utilité publique et habilitée à recevoir les legs et les donations. Dotée du statut consultatif auprès du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies.
22 rue de Milan - 75009 Paris

Tél : 01 53 25 10 40
e-mail : contact@france-libertes.fr
site web : www.france-libertes.org
Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux